

SNCS-HEBDO 09 n°19

19 octobre 2009

Depuis 2002, l'effort de recherche de la France s'effondre : 2,02 % du PIB en 2008

« *En 2007, nous serons en tête de l'Europe pour l'effort de recherche* » promettait Jacques Chirac en 2002, « *Il y aura 1,8 milliard de plus chaque année pour l'enseignement supérieur et la recherche* » renchérit Nicolas Sarkozy en 2007. Les chiffres 2008 viennent de tomber.

Par Henri Audier, membre du BN du SNCS-FSU, qui dédie ce texte aux 70 ans du CNRS

« **L**a France en seconde division de la science ne serait plus la France » affirme Nicolas Sarkozy. Or en deuxième division, nous y sommes : les dernières statistiques de l'OCDE donne comme chiffre provisoire (voir plus loin) pour l'effort de recherche de la France : 2,08 % du PIB, très loin de l'objectif des 3 % du PIB. Ce chiffre marque une nouvelle chute et confirme une décroissance constante depuis 2002 (2,24 % alors). La France est quatorzième mondialement et se situe significativement en dessous de la moyenne OCDE (2,29 %).

Le « Jaune » de la loi de finances 2010, précise les chiffres pour les deux premières années du quinquennat en cours : pour 2007, l'effort de recherche n'est en fait que de 2,04 % du PIB, et descend encore à 2,02 % pour 2008. Ils adorent les classements ? Alors allons-y : nous sommes l'un des quatre pays dont l'effort *versus* le PIB a significativement reculé depuis 1995 : de 10 %. En termes d'effort de recherche civile (/PIB), nous sommes désormais dix-septième.

« **Le budget de la recherche augmente** », ont annoncé, chaque année depuis 2002, avec un large écho à chaque fois dans la plupart des médias, J. Chirac, C. Haigneré, F. Fillon, F. d'Aubert, F. Goulard, V. Pécresse et N. Sarkozy. La grande révélation du « jaune » est que l'effort de recherche a non seulement baissé par rapport au PIB, mais aussi en volume (en euros constants) et ce, pratiquement chaque année depuis 2002. Y compris en 2008 (- 0,1 %) malgré « le 1,8 milliard supplémentaire » annoncé par Valérie Pécresse, totalement bidouillé, mais bu par la plupart des médias comme un agréable petit lait.

« **Le budget de la recherche est déjà l'un des plus élevés du monde** » clame Sarkozy, repris sans sourciller par la plupart des médias. Certains démontrent même, chiffres provenant de la propagande ministérielle, que l'on a dépassé dans le budget les 1 % du PIB consacrés à la

recherche. D'après le « jaune », c'était peut-être vrai en 2003 en incluant la recherche militaire, mais en 2008 les « financements budgétaires de la recherche » civile (incluant environ 10 % d'aide aux entreprises) ne représente que 0,53 % du PIB, la baisse de ce ratio étant de 31 % en cinq ans !

« **L'enseignement supérieur et la recherche sont prioritaires pour le gouvernement** ». Tel « L'Oréal, parce que nous le valons bien » ou « Renault, des voitures à vivre », ce slogan publicitaire gouvernemental est repris chaque année par la plupart des médias. Pourtant, du texte « *Avec le Pacte, nous serons plus près de 2 % que de 3 % du PIB en 2010* », écrit en 2005, à « *Arnaque, mensonge et escroquerie dans la présentation d'un budget très médiocre* », récemment, les mises en garde argumentées n'ont pas manqué de notre part. Nonobstant, la plupart des médias ont reproduit, encore pour 2010, les annonces fantaisistes de Valérie Pécresse en coupé-collé. Qu'en sera-t-il pour l'Île-de-France, quand elle promettra des TER toutes les 5 minutes, des poubelles parfumées au jasmin et « la prolongation du Boulevard Saint Michel jusqu'à la Méditerranée pour que les étudiants puissent aller se baigner tous les matins » ?

La France est sous-développée en industries de pointe, le commerce extérieur s'effondre, les milliards sont dilapidés en paquet-fiscal, en TVA sur la restauration, en Crédit d'impôt, notre système public de recherche est défoncé à grands coups de bélier, le nombre de doctorants est prévu en chute de 10 % d'ici dix ans. Alors on nous fait le coup du « Grand emprunt pour l'Avenir », en le justifiant par l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation. Sans un effort considérable de formation, notamment de docteurs, de mise à niveau des moyens des établissements publics et de recrutement de jeunes, ce sera un nouveau gaspillage. C'est dès le budget 2010 qu'il faut marquer une volonté de redressement. En l'état, ce budget conduirait à un nouvel affaiblissement de la recherche dans le PIB.